



Guadeloupe/Guyane : 2,30 euros - France : 2,60 euros

N° 2002 DU 15/01/2022 — 2,20 €

ANTILLA



MYRIAM MOÏSE
LA FABRIQUE
DÉCOLONIALE

Rencontre's avec...
>> YONI ALPHA,
alias PAILLE
>>> Pr François
Roques
>> Une réponse de
José Nosel





Le poids kilomètres, Le poids de notre passé.

Dans ce parcours, réel, suivi, par l'ancêtre africaine de la famille Alier, la mesure des distances parcourues par elle est extraordinairement implacable.

Son point de départ est l'Ouganda, son point d'arrivée sera la Dominique, avant de franchir le bras de mer qui sépare cette île de la Martinique.

Résumons les étapes : 1479 km ; 5001 km; 10.000,71 km: 99 km; 22 km...

Mais certains de ses chiffres a induit tant de souffrance et de tant de désespérances, qu'elle a dû vaincre pour vivre, survivre, renaître et refleurir dans des certitudes qui, elle l'Ougandaise, l'a transformée en Martiniquaise...

Revoyons un peu chacun d'eux, car le parcours théorique n'a rien à voir avec le parcours réel...

1479 = de l'Ouganda à Dar-es-Salam, ce port de la Tanzanie d'où partirent dans doute les «voiliers» qui l'emmenèrent sur l'île de Zanzibar dont le sultan fit sa richesse de ce trafic.
•• 1479 km en ligne droite pour les voitures du XXe siècle et probablement 3 ou 4 fois plus par les sentiers, les mornes, les franchissements de rivières ou de forêts pour fuir les traqueurs rivaux

■■■ **Actualités- Antila 2002-15/01/2022 au 29/01/2022**



avides de récupérer ces troupeaux d'esclaves rattachées par les 2 barres enserrant leur cou et les empêchant de fuir...

.. 5000,1 km en ligne droite, par les terres, entre Dar-es-Salam et l'extrême sud du continent africain. Mais à combien chiffrer la distance et les bords effectués dans des goelettes sordides dans cette partie de l'océan Pacifique qui s'insinue netre Zanzibar, Madagascar et

à la pointe sud du continent le début des 40 eme «rugissant» qui gardent encore ce tragique nom malgré la puissance des navires du XXe siècle...—

10.00 Km,71 Km = la 2e partie océanique de ce calvaire vers «nôtre» Caraïbe. Toujours une mesure, en ligne droite mais sans doute au moins 2 fois plus grande à cause des vicissitudes imaginables des navires de l'époque...

—
99 km : de la Dominique à son pays d'arrivée, mais; quelque soit le jugement que l'on porte sur cet ultime transport, «NOUS» savons, que des milliers des nôtres l'ont parcourus; en sens inverse, pour l'honneur de nos consciences, quand ils pensèrent «partirent pour sauver le France de l'invasion allemande» - même s'ils n'en furent d'ailleurs reconnus que 2 ou 3 dizaines d'années plus tard...

—
22 Km = la distance moyenne que j'ai retenue entre la plus proche des «Habitations» qui s'en porta acquerneur (3 km) et la plus lointaine , mettons les propriétaires de ce qui devint pour l'écrivain Joseph Zobel, «La rue Case-Nègres» , une rue, qui, à a description faite ne situe pas la vie de ses habitants au sommet de l'horreur, en tous cas, face à ceux imaginables dans les premières parties de ce parcours immense de plus de 16482 Km (je n'ai pas compté les 99 km séparant à vol doiseau La Dominique à nord de la Martinique, pour les raisons énoncés précédemment[∞])

===

MAIS...

Car il y a un Mais...

Car, aussi longs, pénibles, furent-ils ces 16482 Km, dans la cascade de traumatisme que subit cette ancêtre emblématique, et ce qui base mes représentations des blessures subies, je reste sûr, je dis bien sûr, qu'ils sont moindre que celui de l'arrachement premier, celui de Pélagie, à sa famille d'origine, à ses petites sœurs ou ses grands frères, ou à ses petits frères ou à ses grandes sœurs, à ses cousins ou à ses tantes, ou même à ses oncles ou les hommes de sa tribu qui tentèrent de déla défendre d'ela razzia

menés par des xyé arabes ou nègres, dont ils sortirent battus et sans doute, soit tués, soit à scelles qui, depuis la naissance de «Lucie» dont le paléontologistes xxyz, prétendit qu'elle fut à l'origine de Homo Spaiens, DANS LA MEME R2GION, dans les orages inoubliables de ce crime. à l'arrachement de l'amour que lui offrit celle qui fût sa mère, ç l'affection qu'elle portait à tous les siens,

XXXX

Pas de commentaires supplémentaires aujourd'hui, sur ce parcours éreintant et cruel et qui, évidemment, s'est incrusté dans la chair de sa chair, coome dans celle de TOUS «nos» ancêtres.

à titre parsonnel, j'aimerais bien savoir si la Pr Charles-Nicolas qui s'occupe des dégâts causés par l'esclavage et ses conséquence psychio en a tenu compte...

Mais terminant ce long voyage, dans l'espace, et dans le temps quelques 250 ans après «elle», je ne peux m'empêcher de citer Aimé Césaire, comme dans mon précédent texte. Mais, cette fois :

«Pour ma part en ile, je me suis arrêté» :

une manière des plus élégante, et discrète de dire que s'il connaît cette inomable trajectoire, le poète et l'homme de conscience ne VEUT (1) en garder que la seule qui, pour lui, DOIT compter, même si, à lire, à travers de ces lignes et des tableaux ici présents, qu'il n'en a pu ignorer la douloureuse brûlure... (Henri PIED)

(1) On y reviendra, car il s'agit de notre rapport à l'Afrique d'une partie de «NOS» ancêtres...

■ ■ ■ Actualités- Antila 2002-15/01/2022 au 29/01/2022

EDITO **Jid** : **KREYOLAD 902**

Palé pa nonmen non'y

Menm manniè fok pa ou nonmen non an serten bet, lè ou anba bwa, pou ou pa jwenn-li, man ké éséyé palé di Floriàn san ba scoup. Man pa lé trapé pies dézagréman. Menmsi ou pa janmen a labri, pas lè an moun bizwen trapé an poudjol- épi'y i ka atann an ti-pawol, an matjilpa pou i sa di ou pa sa dansé. Menmsi mantjé tonbé sé bel pa.

Sanmdi aprémidi anlo moun té douvan télé-yo pour suiv an évelman man pé ké nonmen non'y.

Adjilbè di mwen :

- **Konpè mwen Afarel pa lé tann palé di zafè défilé fanm douvan an jiri ! Kantapou zafè mis-la, sel mis i té konnet sé mis luil ek mis wonm lè yo té ka vréyé'y fè konmision an boutik man Idelvè-a.**

Antouléka, dépi konmen lanné chak lè-a konkouw belté-tala ka divizé moun. Sé kondisiré zafè vaksinasion-an sé jou-tala. Man konnet an madanm ki jik di :

- **Man ké mandé sé jennjan-an baré toupatou pou montré nou pa kontan. An boug mété grenn sel-li :**

- **Lè ou lé genyen an konkouw pli bel fanm Lafrans, fok pa ou bafouyé, ni fè kawo an fransé-a !**

Anfen ni dé féminis éti di bien fò pou tout nonm tann :

- **Yo ka pran nou pou nenpot bagay ki pa vo kéchòy !**

Adjilbè pa té anvi palé di konkouw-tala, mé madanm-li mandé'y endé'y vréyé SMS pou sipoté Floriàn. Misié té ka lonviyé fè an bas (akondi moun Gwadeloup, oben si zot lé an koulé dèyè prop madanm-li). An bas, kou-tala i pran fè net. Madanm-li pri dèyè'y i di'y :

- **Si ou té vréyé plis SMS asiré pa pétet, Floriàn té ké rivé prèmié, é pa prèmié dofin !**

Anfen zot ka wè menmsi anlo moun pa kontan zafè konkouw Miss-tala, sé kon lot-la ki palé tann palé di anglé-a, mé i enmen bisui'y-la.

Ni dot moun ki trapé pri, yo pri an sa pas yo pa djè palé di yo, kontel poet Loran Krisian trapé 31èm pri Carbet épi liv poézi'y « Les Mots du silence » oben Jocelyn Jonaz Catan ki risivrè an pri (International Film Festival).

Man konnet yonndé nasionalis éti ni lentansion fè an pétision « Nou pa lé Miss France, Nou pa lé jwé La Coupe de France Football » Asiré sé mesié ké trapé bab épi anlo fanm Matinik, ek bon nana ek anlo chien boul.

Jid

Bel poveb kréyol :
« Chien pa lé bannann, i pa lé poul pran'y »

EDITO **Gérard Dorwling-Carter** **Pour la Martinique.**

Cela relèverait-il de l'impossible qu'ensemble les Martiniquais s'associent durablement pour penser et réaliser le devenir de leur pays, en union apaisée des élus, des forces économiques dans le cadre de structures pérennes et ici imaginées ?

Serait-ce que pure illusion de souhaiter que le pays parle d'une seule voix pour obtenir les indispensables aménagements (d'ordre fiscal, réglementaire etc.) pour créer un environnement différent, s'extraire du paradigme insupportable de l'importation-consommation, du non-emploi et du mal-développement économique ?

Et que la force et la cohérence de ces exigences ces franchises obtenues ne s'accompagnent pas de rétrécissement punitif budgétaire de la part de l'autorité centrale.

Et pour crédibiliser ce nouveau paradigme qu'il soit décidé solennellement par tous les représentants des forces locales le recours volontaire à des mécanismes pacifiques obligatoires de résolution de tous les conflits à venir qui pourrissent la vie sociale du pays.

Est-il impossible d'envisager la sanctuarisation du port et de l'aéroport, enfin décidée et actée par l'ensemble des forces vives du pays, en tant qu'outil indispensable à la survie de ce pays ?

De même le respect le plus absolu de la liberté de circulation à tout moment des personnes et des marchandises, sur tout le territoire...

Mieux encore, faire que l'exercice du droit

de grève ne puisse en aucune manière constituer une entrave pour la population non concernée par le mouvement revendicatif dont il s'agit.

Est-il inimaginable que l'école devienne un authentique outil d'enseignement adapté au développement du pays, à la mise en œuvre des plans de développement conçus par les forces vives, qu'elle participe à la pleine connaissance de l'histoire et du passé des faits et hommes qui ont fait la Martinique pour en faire une société apaisée ?

Où encore que des actes, commémorations, célébrations, pose de monuments, statues déterminants de notre histoire puissent maintenir le vivre ensemble et la préservation des différentes identités qui composent notre créolité.

Que Martinique se mette au rythme du monde qui est en mouvement perpétuel, riche en possibilités ; les difficultés à surmonter concernant tous les Martiniquais, d'abord ces derniers. C'est la vie d'un groupe humain dans son ensemble qu'il faut repenser, pour cela nous avons des atouts et des ressources à mettre en action plutôt que de se plaindre, s'indigner de tout et gémir en mendiant des solutions venant d'ailleurs. La tâche est immense, nous devons sans tergiverser nous mettre au travail et devenir les vaillants hommes dont notre pays a besoin.

Tant qu'aucun leader, chef de parti politique ne choisira de placer nos ambitions à ce niveau d'exigences, nous continuerons cette inexorable descente dans le néant.

Gérard Dorwling-Carter.

■■■ Actualités- Antila **2002**-15/01/2022 au 29/01/2022

Le Futur **duel** aux prochaines législatives Alfred Marie-jeanne versus Jean-Philippe Nilor

Réalisateur d'un score impressionnant aux dernières élections de la CTM (il n'est battu que d'une poignée de votes par les candidats réunis par Serge Letchimy), AMJ joue un nouveau challenge avec d'importants atouts. Quant à J-P Nilor il sait pouvoir bénéficier des changements électoraux récents dans le Sud.

...



BON A SAVOIR**UNE BONNE NOUVELLE POUR NOTRE CHU MALADE...**

Institut Caribéen d'Imagerie Nucléaire : un pas décisif a été franchi : Serge Letchimy très satisfait

Le Président du Conseil Exécutif de Martinique, Serge LETCHIMY, a l'honneur d'annoncer aux Martiniquaises et aux Martiniquais qu'un pas décisif a été franchi dans la création de l'Institut Caribéen d'Imagerie Nucléaire (ICIN) en Martinique. Un accord financier et administratif a pu être trouvé avec l'ensemble des partenaires impliqués dans la concrétisation de ce projet : l'ARS, le CHUM et la CTM. L'institut Caribéen d'Imagerie Nucléaire (ICIN) est une avancée historique pour la Marti-

nique : il sera un complexe de santé publique d'envergure mondiale pour la prise en charge des patients en cancérologie, cardiologie et neurologie. Cet outil fera de la Martinique un pôle d'excellence et d'expertise international, avec un positionnement de leadership dans le top 3 américain et dans le top 10 mondial, offrant des prestations médicales et des parcours d'études de haut niveau, permettant le développement de travaux de recherche clinique, la création d'au moins 40 emplois et le

développement de nouvelles filières économiques.

Actuellement en cours de construction sur le site du CHU de Fort-de-France, ce projet d'investissement de 63 millions d'euros, démarré dès 2014, sera mis en service avec des équipements de très haute précision permettant notamment la détection des cancers :

- 1 Cyclotron
- 1 TEP IRM
- 1 TEP SCAN
- 1 TEP GRAND CHAMP



■ ■ ■ **Actualités- Antilla 2002-15/01/2022 au 29/01/2022**

Un collectif né courant 2020

LA FABRIQUE DÉCOLONIALE

RENCONTRE AVEC MME MYRIAM MOÏSE

« ON VOULAIT QUE CE SOIT UNE INVITATION À FABRIQUER ENSEMBLE, À SE RÉINVENTER ET À RÉSISTER AUTREMENT »

La **Fa-
brique
Déco-
lo-
niale :**
un collectif né courant 2020 et dont les textes font de plus en plus de « bruit » dans l'espace public, notamment médiatique. Quels sont les objectifs et ambitions de cette "unité de production" d'idées et de réflexions sur et pour le péyi Martinique ? Entretien stimulant avec Myriam Moïse, maîtresse de conférences à l'Université des Antilles* et membre dudit Collectif.

Antilla : Pourquoi cette association des mots « fabrique » et « décoloniale » comme appellation ? Vous voulez produire de la déconstruction ?

Myriam Moïse : Au départ on était surtout axé.e.s sur la décolonisation culturelle. Donc le "décolonial" comme façon de changer les perspectives, de détourner le regard, qu'on a toujours tourné vers l'Hexagone dominant et l'Etat-pro-

vidence. On voulait vraiment inviter les gens à décentrer leur regard ; c'est pour ça qu'on s'inscrit dans le décolonial. Et "fabrique" parce qu'on voulait que ce soit une invitation à fabriquer ensemble, à se réinventer et à résister autrement. Parce que jusque là, on avait l'impression que les voix qu'on entendait étaient des voix de destruction plutôt que de résistance. Il fallait qu'on propose une autre stratégie pour réinvestir l'espace public. Au départ on a juste lancé le "Manifeste pour la Martinique", et c'est par rapport aux réactions des gens qu'on a décidé de transformer ce manifeste en une association, qu'on a appelée La Fabrique Décoloniale.

Quelle est votre définition du mot « décolonial » ?

D'abord c'est un mot qui fait vraiment peur à certaines personnes (rires). Mais dans le décolonial, il s'agit pour nous de questionner tous les enjeux et toutes les conséquences liées à l'héritage colonial de la Martinique. Les conséquences de la colonisation sont encore visibles dans notre territoire, à travers la dimension culturelle. Et pour nous la culture c'est notre

« Nous avons voulu privilégier la déconstruction plutôt que la destruction »

façon de manger, notre position dans le monde, notre façon d'habiter nos corps, etc. Décoloniser c'est décloisonner les catégories qui ont été préétablies par une norme qui n'est pas la nôtre. Donc décentrer notre regard et dépasser les normes qui ont été imposées. On voit aussi la décolonisation comme une façon, un peu comme dirait Achille Mbembe (historien, politologue, universitaire et enseignant camerounais, ndr) de "se débarrasser du fardeau de la race", c'est-à-dire de dépasser tous ces échanges binaires, manichéens et limités à une "pensée noire" ou "blanche". Il faut qu'on arrive à complexifier la pensée ; c'est pour ça qu'on a tout construit autour de la décolonisation culturelle et de la re-territorialisation de l'espace public, de façon à faire entendre nos voix. Car on n'entendait pas toutes les voix en Martinique.

Selon les membres de votre collectif, l'héritage colonial en Martinique



n'est pas uniquement présent dans les constructions « physiques » - statues, édifices, Habitations etc. - mais l'est aussi, notamment, dans nos façons d'être et de penser :

c'est bien cela ?

Oui, je pense que l'héritage colonial est un peu partout dans notre manière d'être, dans notre façon de prendre en main notre destinée et dans notre regard, car on a toujours cette tendance à se position-

ner par rapport uniquement à la France alors qu'on pourrait redéfinir notre territorialité en la situant dans la Caraïbe. Et à chaque crise en Martinique - crise sociale, économique, sanitaire - les mêmes pensées manichéennes reviennent toujours ; des pensées qui nous réduisent tout de suite à des problématiques raciales. La racialisation revient tout le temps. Le rôle de notre collectif c'est de proposer à la population des espaces de débats, de réflexions et de co-construction(s), pour s'interroger sur l'origine du fait colonial et comment le dépasser.

En vous écoutant j'ai le sentiment que La Fabrique Décoloniale s'est assignée une tâche certes ambitieuse mais aussi, et peut-être surtout colossale : vous en avez conscience ?

Oui, on a pris conscience de cette tâche quand on a lancé le "Manifeste pour la Martinique", qui appelait les martiniquais à réfléchir à des stratégies pour décentrer leur regard mais aussi à s'engager dans une démarche de justice réparatrice, organisée pour le développement du territoire. A la tête de notre collectif il y avait des chercheurs qui travaillaient uniquement sur l'Histoire, avec Oliwon Lakarayib, il y avait aussi des chercheurs engagés pour l'Environnement, ou pour la coopération dans la Caraïbe dans mon cas, etc. Donc on avait chacun différents domaines, mais on s'est rassemblé.e.s autour de cette question de la décolonisation culturelle car elle nous a paru manifeste au moment des déboulonnements, en mai 2020.

Précisément : ces déboulonnements en Marti-

■■■ **Actualités- Antila 2002-15/01/2022 au 29/01/2022**

nique ont-ils eu une influence sur la création de La Fabrique Décoloniale ?

On ne l'a jamais caché. Et on nous l'a même quelque peu reproché, comme si on avait décidé de venir en opposition à ces jeunes qui déboulonnaient. Ce n'est pas du tout ça : on a juste voulu proposer une alternative en termes de pensée. Et surtout, nous avons voulu privilégier la déconstruction plutôt que la destruction. D'ailleurs notre première rencontre, où on avait invité les martiniquais, s'intitulait "Renommer, déboulonner, débaptiser, cannibaliser : et après ?". Car ce qui nous intéresse c'est l'après : comment va-t-on prendre en main notre destinée en tant que peuple martiniquais ? Comment va-t-on décentrer notre regard et nous repositionner dans une dynamique de développement économique ? On a aussi mis en exergue les questions de l'exode de la jeunesse. Ces questions nous concernent beaucoup, car à peu près 30% de nos membres sont dans la dias-

**Parfois on se disait
"Mais ils sont où nos politiques ?
On ne les entend pas »**

pora : en France, en Angleterre et aux Etats-Unis.

Justement, combien êtes-vous environ dans La Fabrique Décoloniale ? Aujourd'hui on est une quarantaine. Au départ nous sommes une initiative citoyenne menée par un groupe fondateur, composé de chercheurs, d'historiens et d'artistes. Mais dans cette quarantaine

de membres il y a aussi des agriculteurs, des médecins, des thérapeutes et plus largement des citoyens, qui ont cru à notre projet et ont répondu à notre invitation à fabriquer et résister autrement. Les personnes qui nous rejoignent mettent en avant les problématiques sur lesquelles elles voudraient qu'on s'engage : les enjeux liés à la pollution à la chlorodécone, la gestion de l'eau, l'exode des jeunes, etc. Toutes ces grandes problématiques, qui font toujours partie des crises entremêlées en Martinique.

Vous avez parlé de « justice réparatrice » : s'agit-il des réparations telles que portées par le "Mouvement International pour les réparations" (MIR) de Martinique, ou y-a-t-il des différences ?

La justice réparatrice, nous la voyons comme un projet non pas seulement martiniquais mais caribéen. On estime que la démarche de réparation(s) devrait se faire en collaboration avec les pays de la Caraïbe anglophone, qui sont beaucoup plus avancés sur ces questions-là. Et si on regardait un peu plus souvent les pays de la Caraïbe anglophone qui sont souverains, au niveau de la gestion de la crise sanitaire on entendrait un peu moins de choses, qui selon nous ne sont pas très logiques... Parce que gérer une crise sanitaire c'est protéger les vies des citoyens, des martiniquais. Et même quand on est un ou une 1ère ministre d'une île souveraine, on prend aussi des décisions de couvre-feu



et de restrictions pour protéger sa population, qu'on exhorte à se faire vacciner si l'on estime que c'est la seule chose qui peut aider. Alors on n'est pas du tout en opposition avec le projet du MIR mais en complémentarité, en élargissement, et surtout en clarification.

C'est-à-dire, plus précisément ?

Pour beaucoup de martiniquais la réparation, la justice réparatrice, ce n'est pas très clair. Nous parlons de financer des projets de développement, qui compenseront les conséquences de la colonisation. C'est exactement ce que les jamaïcains et les barbadiens ont obtenu, par exemple en faisant "reverser" par des sociétés britanniques qui ont bénéficié de la traite négrière, des bourses pour des étudiants de l'Université des West Indies. Ou sous forme de financement de programmes de recherches contre les maladies chroniques. Nous on s'inscrit vraiment dans une démarche de solutions pour la Région (Caraïbe) et dans le fait d'inscrire notre territorialité au

cœur de cette Région à laquelle on appartient. Et dans laquelle on doit être visibles.

Dans "Les temps marqués", la dernière tribune en date de La Fabrique Décoloniale, votre collectif égratigne parfois nos politiques et élu.e.s martiniquais.es : ont-ils et elles laissé trop la main à la représentation étatique en Martinique, dans la gestion globale de cette crise sanitaire qui perdure ?

« Ce sont nos sans-voix, donc il faut qu'on les reconnaisse et qu'on cherche des solutions à leurs problématiques »

Oui, c'est ce qu'on pense de manière générale dans notre collectif. Il a quand même manqué une parole politique forte pendant cette crise sanitaire. Parfois on se disait "Mais ils sont où nos politiques ? On ne les entend pas." En tout cas ceux qui sont à l'exécutif, on ne les entendait pas plus que ça. On le dit très clairement dans cette tribune : une parole politique locale forte, non-consensuelle, non-populiste, surtout courageuse et affirmée, qui sera entendue par les martiniquais ; par opposition à la parole du préfet, qui représente cette autorité un peu verticale. D'ailleurs les "injonctions" à la vaccination faites par le préfet n'ont pas été entendues par la majorité de notre population. Et plus largement, avec le taux d'abstention aux dernières élections en Martinique - ce qui révèle une profonde défiance envers nos politiques - on se demande s'ils ont

aujourd'hui cette capacité à tirer vraiment la société vers un objectif de mieux-vivre. Surtout avec toutes ces crises qui s'entremêlent, tous ces jeunes qui décident de partir pour ne pas revenir, diplômé.e.s comme non-diplômé.e.s. C'est ça qu'on a voulu souligner dans notre tribune.

Au fait, nos politiques s'intéressent-ils aux réflexions et positions portées par La Fabrique Décoloniale depuis un an et demi ? Etes-vous en contact et/ou collaboration avec des élu.e.s et collectivités du péyi ?

Quand on a créé La Fabrique Décoloniale c'était un appel aux collectivités, de façon à se connecter au terrain, aux besoins de la population, à proposer des ateliers pratiques aux martiniquais. Et pour fabriquer ensemble, il faut forcément qu'on soit connecté.e.s à un certain nombre de collectivités. Donc on a eu des réponses très favorables, en particulier de la mairie du Lamentin qui a tout de suite fait appel à nous pour prendre part à sa politique mémorielle, puisque cette ville va renommer un certain nombre de rues. Cette mairie a une commission sur ces questions, à laquelle nous participerons. Et avec l'Office de la Culture du Lamentin nous avons créé un espace de débats publics qui s'appelle "Les chemins de la liberté", autour de l'Arbre de la Liberté (la Statue du Nèg Mawon, ndr) de la commune. On a aussi eu des contacts avec certaines directions de médiathèques, et bien sûr avec la Bibliothèque Universitaire (BU) où nous aurons aussi cette possibilité d'organiser des espaces d'échanges. Donc on a eu un élan de collectivités et d'institutions, de personnes qui nous ont

« Nous parlons de financer des projets de développement, qui compenseront les conséquences de la colonisation »

contacté.e.s quand elles ont lu nos textes. Hélas à cause de la crise sanitaire, on n'a tenu à ce jour qu'un seul événement en "présentiel", à Fort-de-France, mais on a énormément de projets pour 2022, dont un colloque auquel nous sommes associé.e.s avec le "Laboratoire Caribéen de Sciences Sociales" sur la décolonisation des mémoires de l'esclavage, en juin prochain. On a eu des contacts très positifs avec des politiques martiniquais, donc je pense qu'ils sont ouverts à ce qu'on a à proposer, qu'ils sont prêts à fabriquer avec nous et à s'engager dans une politique de décolonisation culturelle. En tous cas ceux avec qui on travaille sont très ouverts sur ces questions. Et ce sera intéressant de proposer, de manière concrète, une approche différente sur l'héritage des symboles coloniaux, sur le rapport avec la statuaire coloniale dans l'espace public, etc. Toutes ces questions-là qui intéressent les martiniquais on voudrait les vulgariser, c'est-à-dire les mettre à la portée des gens dans des espaces publics, ouverts, de débats.

« C'est finalement une stratégie de dépendance qui a été négociée, qui est tout le temps renégociée... »

Que pensez-vous du propos de celles et ceux qui disent que la Martinique est toujours dans une situation coloniale ?

On est vraiment dans des discussions qui pour moi sont déjà dé-

■■■ Actualités- Antila 2002-15/01/2022 au 29/01/2022

passées. Situation post-coloniale peut-être ; coloniale je ne le pense pas. Dans notre dernière tribune on parle très clairement de la notion de "dépendance partagée", du politologue martiniquais Fred Réno. Je crois que cette théorie-là explique beaucoup de choses, théorie que j'utilise quand j'explique notre situation à mes collègues des îles voisines, qui sont dans des pays souverains. Je crois que la dépendance dans nos pays n'est plus du tout vécue comme avant, comme une forme d'assujettissement.

C'est une dépendance consciente, consentie et lucide, pour le meilleur ou pour le pire :

c'est ça ?

Exactement. Même si on sait qu'elle est inégale, elle est consciente. Et je crois que les politiques alimentent aussi cela, même les partis indépendantistes. C'est finalement une stratégie de dépendance - qui a été négociée, qui est "tout le temps" renégociée, qui est diversifiée et qui a tendance à s'élargir - mais ça reste une stratégie de dépendance. On voudrait réfléchir avec toutes les composantes de la société martiniquaise, pour pouvoir s'engager dans un processus qui serait plus novateur que ce qu'on a connu ces dernières années. Je pense qu'aujourd'hui les gens veulent des solutions concrètes pour la société.

Comment sort-on de ce marasme et de ces crises qui s'entremêlent ? Comment sort-on de cette tendance à réclamer sans cesse des dérogations, exceptions et prolongations à l'Etat-providence ? Et on veut que les élu.e.s changent leur(s) stratégie(s). Qu'ils se rassemblent et qu'ils aient une stratégie plus claire, une parole plus ferme et rassurante pour la population. Et surtout une parole non-populiste. Beaucoup d'élu.e.s ont fait des choix populistes, peut-être pour des élections à venir. Il est temps qu'on arrête d'infantiliser nos populations et qu'on leur dise vraiment ce qu'elles doivent entendre, de façon à ce qu'elles se responsabilisent.



Pour conclure, le caractère inédit de la multiplicité et forte récurrence de ces barrages, ces dernières semaines en Martinique, vous a-t-il étonnée ?

On ne s'attendait pas à ce que nous avons appelé des "temps suspendus", où le péyi était "pris en main" par des personnes qu'on n'avait pas entendues avant et qui se faisaient entendre à ce moment-là. On s'est dit qu'en fait ce qu'ils veulent c'est se faire entendre, c'est décider, c'est re-posséder les lieux, et je pense que ce n'est pas très loin de la démarche du débouloonnement : "on" prend posses-



sion de l'espace public, et on considère qu'on y a un pouvoir décisionnel.

A titre personnel, j'ai eu parfois le sentiment que certains des « barreaux » faisaient cela pour être tout simplement vus, ou plutôt regardés. Car beaucoup de ces « jeunes » sont vus, parfois quotidiennement, mais sans l'être véritablement. On les croise sous des abribus, en deux-roues, dans des stations-services etc., mais nous les « voyons » sans les voir. Et quand nous le faisons, l'espace de quelques secondes voire moins, c'est fréquemment, me semble-t-il, un regard de jugement, un regard vertical et stigmatisant. Je suis peut-être dans une forme de « romantisme social » naïf, mais j'ai vraiment eu le sentiment que certains des « barreaux » voulaient juste être regardés. Qu'en pensez-vous ?

Je pense qu'il y a de ça, car ce sont des invisibilisés.e.s, des personnes que la société ne voyait plus. Ces personnes ont réclamé leur droit d'occuper et de contrôler cet espace ; certains ont aussi décidé de vandaliser et brûler d'autres espaces, qui sont des lieux institutionnels, scolaires et médicaux. Donc en réfléchissant, on s'est dit qu'ils ont peut-être aussi essayé de pointer du doigt cette "école de la République" qui n'a pas su répondre à leurs attentes, qui n'a pas permis leur ascension sociale, ces lieux qui n'ont pas soigné leurs corps souffrants, etc. Il y a quand même des messages

forts, et il appartient aux politiques de tirer le bilan de cette crise sociale. C'est vraiment un malaise sociétal qui s'est matérialisé pendant cette crise. Ces personnes sont les sans-voix de la Martinique, ce sont nos sans-voix, donc il faut qu'on les reconnaisse et qu'on cherche des solutions à leurs problématiques. Et ces solutions ne seront pas forcément trouvées uniquement par les portefeuilles régaliens, par l'Etat, mais par nos politiques, qui peuvent développer la réinsertion professionnelle, les travailleurs sociaux, etc. Nous avons conclu notre tribune, "Les temps marqués", en expliquant qu'on ne faisait plus référence à tous nos penseurs – car la Martinique est une terre de théories, de pensée(s), de visions, avec des penseurs qui ont "vu" l'avenir de la Martinique bien avant, et qui ont déjà proposé des solutions, des "armes miraculeuses", etc. Ainsi des choses ont déjà été dites, donc pourquoi a-t-on été dans l'incapacité de tirer la société vers cet objectif de mieux-vivre, qu'on attend tous et toutes aujourd'hui ?

Propos recueillis par Mike Irasque

***Myriam Moïse est Docteure en Etudes Anglophones de l'« Université Sorbonne Nouvelle-Paris III » et titulaire d'un PhD in English Literature de l'Université des West-Indies, à Trinidad. Elle est très impliquée dans la mise en place de projets de recherche et d'éducation dans la Caraïbe. Photos : Myriam Moïse ; Une partie du Collectif ; LFD ; Le 22 mai 2020.**

Rencontre's avec...
YONI ALPHA,
 alias **PAILLE**

**«TU IMAGINES ? VIVRE DANS UN
 TERRITOIRE QUE TU ESPÈRES
 POUVOIR FUIR
 À LA PREMIÈRE OCCASION ? »**

Fin 2016, Yoni Alpha - plus connu de beaucoup sous son nom de chanteur, Paille - lançait la première édition de la Bourse éponyme, dans le but de soutenir financièrement le projet d'un.e jeune martiniquais.e. Une première mission accomplie, non sans difficultés... Cinq ans plus tard, la seconde édition de la "Bourse Paille" a été récemment lancée. Y a-t-il des différences avec la première ? Si oui quelles sont-elles ? Qu'est-ce qui est en jeu pour les candidat.e.s ? Que peuvent espérer ces hommes et femmes de cette aventure existentielle dans laquelle ils et elles se lancent ? Autant d'interrogations auxquelles a répondu l'homme Paille, fervent promoteur du « génie martiniquais ». Entretien aux accents, récurrents, de lucidité et gravité.

Antilla : Avas-tu, dès 2016, imaginé plusieurs éditions de la « Bourse Paille », ou l'envie d'une seconde édition est-elle venue au fil du temps ?

Yoni Alpha, alias Paille : A partir du moment où on valide l'idée ou le concept que des gens de la vie civile motivent d'autres personnes à se lancer et à mettre en branle le "réseau des martiniquais" si on peut dire, ça me paraissait quelque chose de viable sur le long terme. Sur la première édition j'étais beaucoup moins entouré et il était question, en partie, de mes deniers personnels. Donc ça s'est avéré beaucoup plus dur que je le pensais. Et quand on est arrivés au bout de l'aventure, fin 2017, j'étais "sur les jantes", j'étais épuisé.

Pour cette première édition tu étais quasiment la seule personne impliquée financièrement ? Tu n'avais pas de partenaires ?

A la base l'idée était simple : je voulais donner de mon argent à quelqu'un qui aurait un projet inté-

ressant. Mais le faire de manière anonyme ou anba fèy, c'était consacrer le "modèle" qui sous-entend que les gens qui réussissent sont dans un entre-soi, que ce n'est pas accessible à n'importe qui, etc. Donc il a fallu communiquer sur ça, essayer de rendre la chose populaire et virale - c'est pour ça qu'on faisait des concerts -, et comme ça touchait donc à mon métier, il y a des choses sur lesquelles je n'ai pas voulu déroger : de la lumière de qualité, du bon matériel, on a fait des résidences pour que ces concerts ne soient pas les mêmes que sur une scène traditionnelle, etc. On a donc créé un concept entier pour cette première édition - notamment des concerts "silencieux" avec des casques audio pour le public -, notre préparation a duré un an et demi avant qu'on soit capables d'aller devant un parterre de partenaires. On leur a donc montré tout ce concept - ces concerts, cette technique, cette logistique etc. - et on leur a demandé si ça les intéressait de s'embarquer dans l'aventure. Et il faut savoir qu'une résidence c'est 5000 à 6000 euros à chaque fois, qu'il y a les frais de nourriture des musiciens, etc. »

LA BOURSE
Paille

À LA RECHERCHE DU GÉNIE MARTINIQUEAIS

Vous avez une idée géniale ?
Batjé !

f i t LaBoursePaille
www.laboursepaille.com

AY DI YO SA AIRCARAÏBES art AVENTL BUZZ Coraibe PRIC 01 Chéste 014 Groupama K&ZA.COM MARINA MARIN L'île S.V.L.D.A. LAKUDIGITAL MATALEZ MUDRUPON MUDRUPON pote emploi

Hormis ces difficultés financières, gardes-tu un bon souvenir global de cette première édition ?

Oui, les projets qu'on avait eus à l'époque étaient extraordinaires ; les projets des sept finalistes m'ont tous impressionné, et je me suis demandé pourquoi on n'avait pas fait ça plus tôt. J'ai été très content de cette première édition. Après ça j'ai pris un peu de temps pour réembarquer dans l'aventure, et durant cette période j'ai trouvé des gens qui sont des spécialistes de leurs activités respectives : dans la formation, la communication, etc.

Pour cette seconde édition ce ne sont pas les partenaires, à ce jour au nombre de dix-huit, qui manquent : as-tu pris ton « bâton de pèlerin » pour les convaincre ? Ont-ils vite adhéré au projet ? Sont-ils carrément venus à toi ?

Je pense que ces soutiens sont la conséquence d'un sentiment de structuration plus avancé et d'une "puissance de feu" plus concrète. Tous trouvent le concept génial depuis la première édition, mais les entreprises ont cette capacité à être un peu "égoïstes" vis-à-vis de la so-

« L'idée c'est que tout le monde puisse candidater, mais qu'on soit extrêmement exigeants sur la personne qui va gagner »

ciété civile, en se disant que si ça n'a pas de retombées directes et palpables pour elles, alors elles mobiliseront leurs deniers sur des choses qui leur paraissent plus concrètes. Mais en ayant, par exemple, des spécialistes capables de présenter une stratégie de communication qui ne fasse pas fourre-tout ou n'apparaisse pas comme un "manjé kochon" de partenaires, où on ne sait pas qui fait quoi ; en ayant quelqu'un qu'ils connaissent et qu'ils ont déjà identifié dans des manifestations comme étant une personne qui travaille bien, hé bien tout ça leur a donné la raison de se dire "on y va à fond, parce qu'on se sent en sécurité."

Dans les grandes lignes, quelles sont les différences - en termes de critères de projets, de profils de candidat.es - entre ces deux éditions de la « Bourse Paille » ?

On s'est dit que faire une Bourse pour les 18-28 ans, c'était sous-entendre qu'à partir d'un certain âge on n'est pas forcément dans l'envie, l'activité et dans l'énergie permettant d'entreprendre. Or c'est faux parce qu'il y a des jeunes de 20 ans qui n'ont parfois rien envie de faire, et des gens de 50 ans qui sont au four et au moulin. Donc pour cette seconde édition il faut simplement avoir plus de 18 ans pour postuler. Et cette fois il n'y a plus besoin de CV, de lettre de motivation, etc. Le seul outil qu'on utilisera c'est une vidéo de 4 minutes maximum, et sur le site internet de la Bourse Paille (www.laboursepaille.com) on dit ce que nous attendons de cette vidéo du candidat ou de la candidate. Même si c'est forcément subjectif, ça nous permettra de voir l'aura des candidat.es, leur charisme, leur capacité à donner envie, à fédérer, etc. On a aussi créé les journées Open Mic (les 7 et 8 janvier, ndr) qui permettent à ceux et celles qui sont encore dans le doute quant à la maturation de leurs projets, d'avoir une sorte de pré-entretien face à un.e socio-professionnel.le et un.e chef.fe d'entreprise. En gros, la personne raconte son histoire pendant 5 à 10 minutes, elle vient avec ses documents, ce qui prouve qu'elle a déjà bossé sur son projet, et selon le degré de maturité du projet, il lui

■■■ Actualités- Antila 2002-15/01/2022 au 29/01/2022

sera dit si elle peut candidater directement pour la Bourse Paille ou si, par exemple, il faut qu'elle prenne rendez-vous au Pôle Emploi (l'un des partenaires de l'événement, ndr), pour affiner tel ou tel point. L'idée c'est que tout le monde puisse candidater, mais qu'on soit extrêmement exigeants sur la personne qui va gagner. Le but de ces Open Mic c'est de pouvoir donner à certain.e.s candidat.e.s des petits conseils et autres contacts, afin d'être aidé.e.s sur la "projection comptable", le "business plan", etc. Mais à la fin, la question est toute simple : "a-t-on envie de donner de l'argent à ce projet ?". Parce que si l'idée du projet est géniale, mais que

c'est à l'horizon 2043... . C'est-à-dire que la temporalité du projet est aussi un critère. On va prioriser le projet qui donnera l'impression que l'année prochaine, on pourra dire aux gens "regardez telle entreprise ou tel magasin qui se trouve à tel endroit : c'est grâce à la Bourse Paille". Il y a donc une logique d'exemplarité.

Concrètement, qu'est-ce qui est en « jeu » pour les candidat.e.s ?

On aura un "podium", avec un premier, un deuxième et un troisième Prix : respectivement de 10.000 euros, 7000 euros et 5000 euros. Trois Prix qui sont financés par les

partenaires de la Bourse Paille. Mais les projets ne sont pas cadrés en termes de secteurs d'activités. Les critères c'est avoir plus de 18 ans, avoir un projet assez structuré pour qu'on ait envie de s'embarquer dedans ; et avoir un projet qui ne soit pas profitable qu'à son seul porteur : il faut aussi une répercussion en termes d'aura, peut-être d'innovation, d'attractivité du territoire ou d'une partie du territoire. Par contre, des partenaires comme Martinique Développement ou le Groupe CréO ont décidé de fournir un accompagnement sur des thématiques qui leur sont propres. Donc il pourra y avoir un.e quatrième lauréat.e. En fait, on veut d'abord qu'un maxi-



mum de gens candidatent, après on gardera 15 candidat.e.s qui intégreront un "boot camp entrepreneurial", c'est-à-dire 194 heures de formation(s), une véritable "boîte à outils" de l'entrepreneur, avec des formateurs qui ont de l'expérience dans divers domaines. Ces 15 finalistes seront donc en "incubateur", et on va les préparer pour le jury final.

A titre personnel, qu'as-tu envie de voir comme projets et/ou profils vainqueurs ?

Le projet de quelqu'un qui avait moins de chance(s) que les autres. C'est ma sensibilité. Mais je ne veux

« Il faut que chacun des 15 finalistes quitte cette aventure avec un tuteur, quelqu'un qui les aide »

pas influencer le jury final, qui ne sera pas constitué de gens qui font partie de l'association de la Bourse Paille. Mais dans cette logique de boot camp, où on les accompagnera notamment en termes de motivation, on aura sûrement des coups de cœur pour certains projets, et on essaiera de leur donner toutes les cartes pour que ces projets-là voient le jour. C'est-à-dire que

même si c'est hors du cadre de la Bourse Paille, il y a aussi une logique de réseautage, de mise en relation des bonnes personnes entre elles pour que, même si tu n'as pas gagné la Bourse financièrement, tu sortes de cette expérience avec une "boîte à outils", un carnet d'adresses qui te permettront peut-être de te mettre sur la bonne voie. On a aussi mis en place une logique de mentoring : on "diagnostiquera" les chefs d'entreprises qui ont telle ou telle sensibilité selon les projets qu'on aura reçus, parce qu'il faut que chacun des 15 finalistes quitte cette aventure avec un tuteur, quelqu'un qui les aide, car cette personne a déjà une expérience dans le





secteur d'activités en question. Donc même si tel.le candidat.e ne gagne pas l'argent de la Bourse, il se pourrait que cette personne soit quand même le ou la grande gagnante, grâce aux conseils, au réseau ou au carnet d'adresses, qui lui permettront d'accélérer le processus de son projet.

Un mot sur la philosophie globale de cette "Bourse Paille" : n'est-elle pas aussi née d'un constat, de ta part, de certains « déséquilibres » ? Tu parlais de personnes qui ne se lancent pas avec autant de chances que les autres ou qui n'ont pas, au départ, les meilleures cartes en main : cette Bourse n'est-elle pas aussi née de ces réalités-là ?

Il y a une forme de prise de conscience, ces dernières semaines et derniers mois, qui fait comprendre qu'on est tous sur le "bateau Martinique". Bien sûr il y a des gens

« Si le "bateau Martinique" coule on va tous couler »

qui sont en 1ère classe et d'autres qui sont à fond de cale, mais si le bateau coule on va tous couler... La logique c'est donc de remettre un peu d'espoir au centre de la Cité, de faire que les jeunes qui étaient récemment sur tous ces barrages se disent "on exprime notre colère, mais on a aussi la perspective de telle ou telle initiative." Alors ça prendra peut-être 20 vies et je serai mort avant que ça arrive, mais des constats j'en ai fait plein dans mes chansons, où je dis que telle ou telle personne ne fait pas son boulot comme il le faut, mais si je m'arrête là, je deviens moi-même une partie du problème que je dénonce. Tout le monde est capable de dire qu'on aurait dû faire comme ci ou comme ça, mais à un moment, annou fè'y. S'il n'est question que de profiter sans jamais "mouiller le maillot" pour faire des choses, alors les gens ont raison de quitter le "bateau Martinique" pour vivre ailleurs. Ceux qui

comme moi sommes attachés et amoureux de cette île, nous sommes conscients qu'on ne sera pas dans la temporalité d'une vie humaine - le péyi ne changera pas en 20, 30 ou 40 ans - mais à un moment fòk an moun fè bagay-la brennen. Sinon on est finalement tous un peu coupables.

Quelle serait ta plus grande satisfaction, voire « victoire », quant à cette "Bourse Paille" ?

Au départ, il était question d'une initiative très personnelle, entre ma conscience et moi, et aujourd'hui j'ai des gens qui sont des "foudres de guerre" à chaque poste : gestion du projet, communication, pôle formation(s), etc. Donc malgré les péripéties et difficultés de la première édition, je suis très content et très fier aujourd'hui de réaliser qu'un projet qui me paraissait "fou", a fédéré des gens et réussi à mobiliser tant de compétences. Donc je me dis que je n'étais moi-même pas fou, pas dans l'erreur, et ça fait un bien fou de me le dire.

Pour conclure, je reviens



à ce que tu disais sur le "bateau Martinique". La dimension inédite de ce qu'il s'est passé ces dernières semaines - cette multiplicité de barrages dans le péyi, avec tout ce qui a caractérisé ces entraves - est-ce que ça t'a surpris ou pas tant que ça ?

Je n'ai pas été surpris parce que c'est quelque chose qui, selon moi, est arrivé tardivement. Ce mal-être, qu'on a vu de manière spectaculaire ces dernières semaines, c'est quelque chose que j'entends à longueur de journée, par le biais de mes élèves (Yoni Alpha est professeur de marketing, ndr), par le biais des gens que je côtois, etc. Puisqu'on est en souffrance, et puisqu'on ne trouve personne pour comprendre notre souffrance, donc on détruit. Il y a une forme de logique presque suicidaire, d'automutilation de la personne qui souffre et qui ne trouve pas quelqu'un qui veut l'écouter et donner de la légitimité à sa souffrance. Et quand tu vois à quel point ça a été "viral", qu'au bout d'une journée des jeunes qui

« Il y a une forme de logique presque suicidaire, d'automutilation de la personne qui souffre... »

n'avaient rien à voir avec l'obligation vaccinale étaient dans la rue, ça prouve bien que le mal est plus profond que la situation sanitaire : les gens ne sont pas heureux, ils ne trouvent plus de sens à une société où on te dit d'aller travailler de 8 à 19 heures, pour juste pouvoir payer ton loyer et remplir ton frigo. Et sur un petit territoire comme la Martinique, soit on trouve une solution collective, permettant à tout un chacun de s'épanouir, soit on est dans la "cannibalisation" et on va se bouffer entre nous : les noirs contre les blancs, les martiniquais contre les békés, les békés contre les martiniquais, les hexagonaux qui viennent de plus en plus nombreux et veulent qu'on arrête de faire les coqs chanter, etc. Aujourd'hui pour avoir un horizon, avoir des perspectives, il faut que la population martiniquaise ait des perspectives.

En ce sens la "Bourse

Paille" peut-elle être vue comme un message d'espoir et l'expression d'une forme d'optimisme pour de meilleurs « lendemains » ?

C'est exactement ça. Tu imagines ? Vivre dans un territoire que tu espères pouvoir fuir à la première occasion ? Pour les jeunes qui ont 18 ans la vie ce n'est pas la Martinique : c'est Bordeaux, Montpellier, Toulouse, etc. Ils sont présents physiquement en Martinique, mais leurs cerveaux, leurs idées etc., sont déjà ailleurs... . Et bien après, ces personnes reviendront en Martinique à la retraite pour karé (frimer, ndr), pour dire qu'elles ont eu une belle carrière, qu'elles ont de l'argent, une belle maison, etc. Mais entre ces deux périodes, que fait-on de ce péyi là ? Donc aujourd'hui l'espoir est très nécessaire. Propos recueillis par Mike Irasque

Photos : Yoni Alpha alias Paille ; Sur scène ; Aux côtés de partenaires ; Bourse Paille ; Edyna Ndebani, coordinatrice du Pôle Communication.

■■■ Actualités- Antila 2002-15/01/2022 au 29/01/2022

Sainte-Lucie

“ Bilan et perspectives par le 1er ministre ”

La lutte contre le crime sera l'un des sujets prioritaires pour le gouvernement saint-lucien en 2022, a annoncé Philip J. Pierre, le 1^{er} ministre, lors de son récent discours du Nouvel an à la nation. Un chef de gouvernement qui accorda également une place rhétorique conséquente à « l'économie de la jeunesse ». Explications.

En effet, Sainte-Lucie a connu l'an dernier le plus grand nombre d'homicides par an de son Histoire (75 meurtres, ndr) cependant Philip J. Pierre a, sans surprise, clairement laissé entendre que 2022 serait différente. « En premier lieu, nous devons nous attaquer à l'effica-

cité de la détection et de l'évitement du crime », a souligné le responsable politique, « ce qui impliquera une nouvelle technologie, de la formation et des infrastructures. Ainsi, nous construirons de nouvelles installations pour la police à Castries (la capitale, ndr) et à Gros-Ilet, en fournissant des véhicules et équipements supplémentaires. Quant au suivi et à la surveillance, ils seront renforcés grâce à l'utilisation de technologie(s) moderne(s). » La « responsabilité policière » est également en tête de liste, à écouter Philip J. Pierre, qui s'est engagé à « renforcer le professionnalisme des policiers et à améliorer leurs conditions de travail ». Un 1^{er} ministre qui a également indiqué que le gouvernement prendrait des mesures concrètes afin de réduire l'« arriéré » (le retard, ndr) des affaires judiciaires, en nommant de nouveaux juges dans le système de justice pénale. Puis de poursuivre : « Nous renforcerons les lois contre les crimes de violence domestique et relan-

cerons les plans pour la création d'un nouveau complexe de salles de justice, séparé et distinct de celui du Quartier Général de la police. Cependant, nous devons aussi nous attaquer aux causes profondes de la criminalité. Ainsi l'attention sera portée à notre système d'accompagnement social, notamment à nos services d'accompagnement humain et familial. » Point important de son discours, Philip J. Pierre a souligné l'importance d'une « bonne gouvernance », qui à l'écouter profitera à la société. Selon le responsable en effet, la façon dont un pays gouverne « donne la teneur et le ton » pour l'ensemble du corps social. « L'un des défis auxquels notre pays est confronté est sa confiance en l'état de droit, car un gouvernement corrompu engendrera une société corrompue », a-t-il affirmé, ajoutant que le gouvernement devait veiller à ce que la justice prévale pour tous les citoyens et qu'il y ait des conséquences aux





actes répréhensibles. « La corruption ne doit être tolérée par personne, y compris les politiciens et les fonctionnaires », assura Philip J. Pierre. Des engagements lourds de sens.

« Cette économie ne doit pas être accablée par une bureaucratie excessive... »

Nous l'évoquions, le 1er ministre de Sainte-Lucie a également partagé ses plans pour « l'économie de la jeunesse », qui selon lui créera un « espace spécial » dans le système économique pour que les jeunes développent et fassent grandir leurs idées. « L'économie de la jeunesse sera flexible, afin de permettre aux jeunes esprits décidé.e.s de s'engager et réussir dans l'entrepreneuriat », assura Philip J. Pierre, « cette économie ne doit pas être accablée par une bureaucratie excessive, des formalités administratives et des doctrines officielles, cependant elle doit exiger de rendre des comptes et de la responsabilité. Cette économie doit aussi fournir les incitations et opportunités nécessaires pour que les jeunes soient encouragé.e.s à poursuivre leurs rêves. » Une "économie de la jeunesse" qui, à écouter le 1er ministre, pourrait « compléter et créer des synergies avec des entreprises existantes » à Sainte-Lucie. Et le chef du gouvernement de se faire encore plus précis. « L'économie de la jeunesse vise à transformer les passe-temps en entrepreneuriat et les compétences en affaires », indiqua-t-il en effet, « et ceci en fournissant des financements, de la formation, du marketing et du mentorat aux jeunes qui sont à la recherche d'un emploi autonome. Cette économie doit être capable d'atti-

rer et d'intégrer les jeunes ruraux et les jeunes urbains à risque, qui doivent avoir confiance dans le fait que leurs idées comptent et qu'ils peuvent devenir des entrepreneurs indépendants et durables. » A suivre ?

Selon M. Pierre en outre, cette économie de la jeunesse créera une « nouvelle culture d'entreprise et réduira les contraintes auxquelles les jeunes sont confronté.e.s pour accéder au crédit, au financement et à la disponibilité des services de soutien. » Mais cela, a-t-il poursuivi, « exigera de l'innovation financière, y compris la réforme des institutions qui fournissent actuellement certaines facilités (financières). Puis le chef du gouvernement de mentionner certains secteurs de développement, manifestation attendus. « Cette économie de la jeunesse offrira une "avenue" aux jeunes qui s'intéressent particulièrement à certaines lignes d'activités économiques telles que le sport, le divertissement musical, le design, l'économie créative, les activités culturelles, l'économie numérique, l'agriculture, les arts et l'économie bleue », assura-t-il en effet, « et le gouvernement doit fournir des incitations spéciales, afin de soutenir la participation des jeunes dans ces domaines de spécialisation. » Et le dirigeant de souligner : « Le programme pour l'économie des jeunes a démarré avec l'aide financière du gouvernement de la République de Chine (Taïwan, ndr). Et cette année nous tendrons la main aux jeunes pour leur permettre de récolter les fruits de ces initiatives. Toujours en 2022, notre secteur de l'éducation sera également appelé à amorcer des changements majeurs vers une plus grande utilisation de la technologie et une plus grande "infusion" du développement technique, professionnel et des compé-

■■■ **Actualités- Antila 2002-15/01/2022 au 29/01/2022**

tences. Quant au secteur privé, il sera un partenaire-clé dans la création d'opportunités qui chercheront à corriger l'inadéquation entre l'éducation et les compétences nécessaires à la main-d'œuvre mondiale moderne. »

« Le potentiel d'investissement pour les projets touristiques est encourageant »

Sur une autre note et en dernier lieu, Philip J. Pierre n'a pas manqué de souligner que l'année 2021 « a clairement montré que notre industrie touristique est dynamique et résiliente. » Le responsable politique d'égrener alors les motifs affichés de satisfaction : « Nous avons vu un nombre record d'arrivées quotidiennes, une augmentation du transport aérien et nous avons l'intention de continuer sur cette voie, bien sûr en tenant compte des effets de la Covid-19 sur les voyages. Le potentiel d'investissement pour les projets touristiques est quant à lui encourageant, et nous prévoyons d'annoncer de nouveaux hôtels et d'autres investissements au cours de cette année 2022. » Puis de poursuivre dans ce registre des annonces (aux accents de promesses). « Nous chercherons à éliminer les goulots d'étranglement inutiles dans notre culture d'entreprise », assura ainsi le chef du gouvernement, « les petites et moyennes entreprises seront soutenues, pour leur permettre de compléter les biens et services produits par les grandes entreprises. Quant au secteur manufacturier, il doit être encouragé à fabriquer des produits acceptables pour l'utilisation locale et l'exportation. »

Enfin le 1er ministre de conclure en

ces termes : « Alors que nous continuons à lutter en faveur de la situation économique des producteurs de bananes - trompés par un gouvernement qui avait promis de nouveaux marchés en France (M. Pierre parle là de la précédente gouvernance saint-lucienne, ndr) - nous ferons un réel effort afin de trouver des marchés pour nos bananes dans la Région et dans d'éventuelles chaînes de supermarchés en Angleterre. Pendant ce temps, nous encourageons nos agriculteurs à cultiver des produits à haute valeur

ajoutée, comme la "mousse de mer", le corossol et le cacao – il existe aussi des opportunités dans la production de miel –, autant de cultures qui peuvent ajouter de la valeur à notre potentiel d'exportation. »

Mike Irasque (dont propos traduits de l'anglais)

Photos : Adresse à la Nation, Sainte-Lucie, Crime scene.

NUAGES FRANCISCAINS... by Rg)



BON A SAVOIR

FEDOM

L'EDITO

La FEDOM formulera des propositions pour l'élection présidentielle et les élections législatives de 2022. Il est important que les candidats s'expriment et s'engagent pour les entreprises des Outre-mer ; il est important que nous fassions entendre notre voix. Nos travaux sont en cours. De nombreux thèmes paraissent devoir ressortir. Un enjeu important est de sécuriser l'investissement en Outre-mer, de l'encourager ; une loi de programmation serait un outil pertinent. La compétitivité des appareils productifs, y compris pour le coût de l'encadrement, suppose une relecture de la LODEOM. Les transitions écologique, énergétique et numérique sont à la fois des contraintes et des opportunités pour lesquelles des dispositifs spécifiques doivent être inventés. Les secteurs traditionnels doivent prendre un nouveau cap. Mais comment moderniser l'offre touristique ? Comment protéger et transformer l'offre industrielle Outre-mer ? Dans Outre-mer, il y a « mer » ; alors une stratégie nationale de développement de l'économie bleue a toute sa pertinence.

Encore faut-il que quelques fondamentaux soient assurés : des délais de paiement respectés, des règles du jeu, des normes adaptées aux territoires, des activités informelles, autant que possible, relatives à la vie économique et sociale.

Sur ces quelques bases, nourries aussi des premiers contacts avec les candidats, la FEDOM exprimera d'ici quelques semaines ses propositions que chaque territoire viendra enrichir. Pour construire un avenir économique auquel nous croyons et que nous voulons.

La relance en Outre-mer: plus vite et plus fort

La FEDOM (Fédération des Entreprises des Outre-Mer) et la Team France Export organisent le jeudi 27 janvier 2022 de 14h30 à 15h30 (heure de Paris) un webinar pour présenter les mesures du Plan de relance export en faveur des exportateurs des Outre-Mer. Ces mesures portées par l'Etat et les collectivités visent à encourager les entreprises, à maintenir et intensifier leurs efforts d'exportation dans le contexte de la sortie de crise sanitaire. Elles viennent compléter les dispositifs d'aide portés depuis 14 ans par le Ministère des Outre-Mer en faveur de l'internationalisation des entreprises. L'ambition de ce Plan de relance export est de permettre la reconquête des marchés export. Participez à ce webinar gratuit à l'invitation de Franck Riestler, Ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, Hervé Mariton, Président de la FEDOM, ancien Ministre des Outre-Mer, en partenariat avec les collectivités ultramarines.

Vous pourrez entendre les témoignages de plusieurs entreprises exportatrices de la Caraïbe et de l'Océan Indien. Les opérateurs de la Team France Export interviendront à leurs côtés pour préciser les dispositifs.

Conseil des ministres du 12 janvier 2022

1) Fonction publique des communes de Polynésie française

Le ministre des Outre-mer a présenté un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Régie par l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, la fonction publique des communes est la dernière née des fonctions publiques en Polynésie française, aux côtés de celles de l'Etat et de la Polynésie française. La fonction publique communale regroupe environ 4 000 fonctionnaires, 650 agents communaux étant contractuels.

L'ordonnance du 8 décembre 2021, prise sur le fondement de l'article 74-1 de la Constitution est le fruit d'un important travail associant les instances locales. Elle vise à permettre une meilleure adaptation et une plus grande attractivité de la fonction publique communale en Polynésie française. Ce texte actualise le statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, au regard des évolutions législatives intervenues dans la fonction publique territoriale. L'ambition est de valoriser le statut général des fonctionnaires communaux, leur permettant de disposer d'un cadre législatif et réglementaire clair, adapté et sécurisant.

■ ■ ■ **Actualités- Antila 2002-15/01/2022 au 29/01/2022**

Le Centre Hospitalo Universitaire de Martinique au bord du gouffre

« un Hôpital chroniquement malade à cause du Covid... »

Lors d'une récente conférence de presse, des médecins du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHUM) ont fait le point sur un certain nombre de sujets, notamment la situation de « débordement, saturation et d'épuisement » caractérisant "actuellement" l'institution et ses forces vives. Une communication médiatique qui, cependant, connut aussi des instants (certes fugaces) où une forme d'optimisme fut exprimée. Explications.

« Un hôpital qui est chroniquement malade à cause du Covid », c'est ainsi que le professeur François Roques, figure connue du CHU Pierre Zobda-Quitman, caractérisa l'établissement-institution. Avant d'ajouter: « Donc on s'occupe moins bien des autres patients à l'hôpital mais aussi en ville, car les médecins traitants sont submergés. Par conséquent le temps que les soignants, les infirmières à domicile, les médecins en ville et à l'hôpital consacrent à faire du diagnostic et du traitement des autres maladies, est diminué de manière très importante. » Le contexte de cette communication à la presse était ainsi posé. François Roques poursuivit : « Entre la 4ème vague et l'arrivée de la 5ème, maintenant, on n'a eu aucun répit. A aucun moment, le taux d'occupation de nos lits d'hospitalisation et de réanimation a été inférieur, entre ces deux vagues, de ce qu'il a été au plus haut de la 3ème

« La circulation incessante de fausses nouvelles, et les insultes, contribuent grandement à notre épuisement »

vague. C'est-à-dire que nous sommes dans une épidémie chronique. » Et d'évoquer alors les « graves conséquences » de deux ans de retard dans la prise en charge de cancers. « On a maintenant des indicateurs de santé publique qui montrent que sur l'ensemble des pathologies, des maladies chroniques (...) on soigne moins bien les patients de la Martinique aujourd'hui, qu'on ne le faisait il y a deux ans », expliqua le Pr Roques, « et la question qui nous est posée c'est comment fait-on pour soigner en même temps les patients non-Covid et les Covid ? ». Des mots des médecins du CHUM en effet, « les "Covid graves"aturent les services de réanimation et empêchent, par conséquent, la prise en charge d'autres pathologies graves. » François Roques de poursuivre : « La première réponse qu'on peut donner c'est de se battre, le plus possible, pour diminuer le nombre de malades Covid. Parce que si le nombre de malades diminue, ça reste compatible avec le fonctionnement de l'hôpital ; peut-être un peu en "mode dégradé" mais on pourra y arriver. Et c'est essentiel pour nous que la population comprenne que notre objectif principal, "maintenant" qu'on a une épidémie chronique, c'est de retrouver le plus possible d'espaces pour soigner les non-Covid. » Puis le professeur Roques de partager l'idée de « faire un hôpital non-Covid » et d'évoquer une collaboration avec la direction de la Clinique Saint-Paul, « de manière à ce que les patients qu'on ne peut pas opérer dans notre Hôpital, soient opérés dans cette Clinique. » Un professionnel de santé qui, en outre, n'omit pas de rappeler qu'il ne faudrait pas s'attendre au « même niveau de solidarité nationale », que pour les mois meurtriers inhérents à la 4ème vague... .



Pour le professeur André Cabié, infectiologue et autre figure connue du CHUM, l'épuisement professionnel est certes avéré mais les arrêts de travail « compliquent » la prise en charge de la 5ème vague. Un médecin qui fit aussi état d'une lassitude vis-à-vis d'une « petite partie de la population, qui n'a pas une attitude acceptable vis-à-vis des soignants, en particulier de celles et ceux qui travaillent dans cet Hôpital. » En effet de souligner : « La circulation incessante de fausses nouvelles, et les insultes, contribuent grandement à notre épuisement. » S'exprimant par la suite, Cyrille Chabartier, chef du service réanimation du CHUM, indiqua que sur « les 35 "patients Covid" actuellement en réanimation, deux-tiers ont moins de 50 ans (au 11 janvier dernier, ndr). » Puis le médecin de poursuivre en mentionnant un « pourcentage de tension » (« proche de 130 à 140% ») sur les lits de réanimation, ainsi qu'une incapacité, notamment par manque de ressources humaines, à en avoir davantage. Pour le moment ? Mike Irasque.

A l'issue de cette conférence de presse, nous avons échangé avec le professeur François Roques. Interview entre optimisme exprimé et choix d'ordre « éthique ».

**Pr François Roques :
« La science, malgré tout, finit toujours par prendre le dessus »**

Antilla : Dans l'une de vos interventions tout à l'heure, vous avez aussi

■■■ **Actualités- Antila 2002-15/01/2022 au 29/01/2022**



exprimé de l'optimisme : pouvez-vous revenir sur ce qui fonde cet optimisme ?

Pr François Roques : C'est sûr que la situation est inquiétante mais il y a plusieurs raisons d'y croire. La première c'est que malgré tout ce qu'il s'est passé, malgré les tensions et les heurts, il y a eu dans cet Hôpital une forme de capacité de se battre qui est simplement hallucinante.

Donc oui on est fatigué.e.s, mais on a toujours trouvé les ressources pour se battre. La deuxième raison, c'est que l'épidémie va finir par se fatiguer et que la science, malgré tout, finit toujours par prendre le dessus ; elle va mettre du temps mais elle y arrivera. Les désinformations vont aussi finir par s'épuiser d'elles-mêmes et mon sentiment très personnel, en tant que "vieux citoyen" de la Martinique, c'est que le peuple martiniquais est plein de bon sens et que je suis convaincu que ce bon sens va triompher. Il y a aussi, dans une notre population, une forme d'optimisme et d'envie de se retrouver de manière heureuse, donc je suis confiant sur l'avenir.

Une épidémie qui « va finir par se fatiguer », malgré ces variants qui pour le « moment » ne cessent d'apparaître

**« Prioriser c'est mal ou c'est éthique ?
Prioriser c'est éthique »**

et de se développer ?

On est toujours un peu plus vacciné.e.s, on est toujours un peu plus immunisé.e.s, et on sait que certaines épidémies finissent par disparaître quand la population est soit totalement vaccinée, soit immunisée. Et il y a bien un jour où il y aura un variant très contagieux mais moins "méchant". Alors on l'a

espéré pour Omicron, et ce n'est peut-être pas encore tout à fait le cas, mais ça va bien finir par arriver.

Parmi les fake news et accusations mensongères lancées contre le CHUM et ses équipes, notamment médicales, y en a-t-il qui vous ont particulièrement choqué, voire meurtri ?

Sincèrement je pense que quand les gens sont blessés et meurtris parce qu'ils ont perdu un proche ou un ami, qui peut vraiment leur en vouloir d'avoir une forme de colère ? En tout cas pas moi. Qu'on ait des opinions politiques, qu'on soit objecteur de conscience, qu'on soit à titre personnel opposé (à la vaccination, ndr) et qu'on en fasse un combat, j'ai du respect pour ça et je n'ai pas de haine. Mais ceux qui



croient qu'on est contents quand on voit des patients mourir autour de soi - et d'une mort aussi tragique que la mort par suffocation -, ceux qui pensent qu'on n'a pas été affecté.e.s, que ça ne nous a pas touché.e.s, voire qu'on s'en foutaient, hé bien tous ceux-là ont tort, et effectivement nous blessent quand ils nous disent que nous sommes des assassins, alors que nous sommes des pauvres êtres humains qui avons décidé de faire notre boulot. Donc oui cela nous fait du mal, c'est sûr. Est-ce que c'est ce qu'ils souhaitent ? Je ne sais pas. Est-ce qu'ils s'en sont rendu compte ? Je ne sais pas non plus.

Et ces accusations d'avoir « trié » des patients ?

Moi je dirai "priorisation". Nous avons 25 lits de réanimation, nous nous sommes battus avec l'aide nationale et nous sommes arrivé.e.s à en avoir 120. Ce qui est énorme. Mais quand vous avez encore 200 malades qui devraient être en réanimation et que, quoi qu'il arrive, c'est impossible de faire, en 15 jours-3 semaines, 300 lits de réanimation dans un territoire... C'est impossible. Donc à un moment il arrive ce qui est arrivé, c'est-à-dire un débordement. Et donc on a été obligés de prioriser, oui. Si vous avez quelqu'un de 85 ans et une femme de 25 ans, enceinte, mais qu'il

n'y a qu'un lit : prioriser c'est mal ou c'est éthique ? Prioriser c'est éthique. Et il a fallu qu'on apprenne à savoir comment faire pour prioriser, parce que dans aucun hôpital français il n'y a eu une guerre à l'intérieur (de l'hôpital) ; c'est ce qu'on a vécu. Et quand vous faites la guerre, que vous êtes sur le terrain de bataille et que vous êtes ambulancier - ce qui était le cas de mon grand-père -, vous prenez celui qui a le plus de chances de survivre.

C'est ce que les équipes du CHUM ont vécu ces derniers mois ? Une situation de « guerre » ?

Oui, une situation de guerre à l'intérieur d'un hôpital. C'est ça qu'on a connu. Nous on est obligé.e.s, par débordement, de faire du mieux qu'on peut. C'est à dire faire ce qui vous paraît le plus logique, et le plus éthique. Par exemple vous avez un ami de 75 ans : hé bien non, ce n'est pas lui que vous allez choisir. Parce que s'il y a une femme de 30 ans et qui a 4 enfants, votre devoir c'est de choisir cette femme. C'est comme ça. Trier c'est éthique.

**Propos recueillis par Mike Irasque
Photos : Pr François Roques ; Médecins du CHUM (MI)**

■■■ **Actualités- Antilla 2002-15/01/2022 au 29/01/2022**

De l'urgente nécessité de revisiter notre histoire de la Martinique

Du point de vue de Sylvère Farraudière
au point de vue de
JOSÉ NOSEL

Aux amis de « Antilla »

Je vous propose ci-joint un petit texte suite au point de vue de Sylvère Farraudière, complété par le papier de Henri Pied, dans le N° 2001 du 30 12 21 de la revue, sur le thème : « changer le nom du lycée Schoelcher

F de F le 14/01/22-
José Nosel

Je reviens, dans ce « point de vue », sur une idée que l'on retrouve souvent dans mes écrits ; Il s'agit de cette nécessité, que je pré-tends urgent...depuis plus de 30 ans, de revisiter, encore davantage que nous ne le faisons déjà, certaines périodes de notre histoire de la Martinique ; Pour mieux en clarifier le récit, à la lumière des nouveaux éclairages, sur les faits, de mieux en mieux connus, qui ont émergés, ces dernières années.

D'abord, parce que nous avons besoins davantage de ce regard des spécialistes martiniquais, notam-

ment historiens, sur notre histoire, et je rappelle volontiers le mot de nos amis africains : « les histoires de chasses seront toujours à la gloire des chasseurs, tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens ».

Ensuite, parce que, on ne doit jamais oublier le propos du grand historien Marc Bloch, (son nom a été donné à l'Université des sciences sociales de Strasbourg), qui disait : « l'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé », ajoutant, « mais il est vain d'essayer de comprendre l'histoire si on ne sait rien du présent »

Nous en avons l'illustration avec la polémique initiée par Sylvère Farraudière (SF), inspecteur d'académie, directeur des services de l'éducation à la Martinique de 1988 à 1994, et portant sur le thème « changer le nom du lycée Schoelcher », dans le N° 2001, du 30 12 2021 de la revue Antilla.

S. F. propose de renommer le lycée Schoelcher, Lycée Cyrille Bisette ; et Henri Pied (HP), personnalisant cet éventuel changement de nom, nous fait part, des raisons pour lesquelles, le Président de

l'exécutif de la CTM, Serge Letchimy, ne procédera pas, selon lui, à tort, à ce changement de nom.

S'il est peu probable, en effet, que ce lycée reconstruit, et qui doit rouvrir prochainement, change de nom, à cette occasion, la polémique, par contre, ouverte par M. Farraudière, et complétée par Henri Pied, nous paraît majeure.

Il s'agit d'une de ces occasions de revisiter une période et un aspect de notre histoire de la Martinique.

La période, en l'espèce, c'est celle qui va de 1804, l'indépendance d'Haïti, à 1858, décès de Cyrille Bisette, période incluant, l'abolition de l'esclavage, certes, mais aussi, ce conflit entre Victor Schoelcher et Cyrille Bisette, dont la connaissance des tenants et aboutissants peut éclairer utilement des polémiques et des actes d'aujourd'hui, à priori peu compréhensibles.

L'aspect, en l'espèce, c'est la prégnance de questions datant de cette époque (portées et limites concrètes, de l'abolition de l'esclavage, indemnités et réparations pour l'abolition de l'esclavage, etc). Questions qui ont été longtemps occultées ; tout comme certains acteurs de l'époque, qui, soit ont été

oubliés par l'histoire et la notoriété, pour certains, comme Bisette, Pécou, ou Mazuline, soit ont été portés au pinacle, comme Schoelcher et ses amis de la Franc-maçonnerie.

Et, en revenant sur l'histoire de l'éducation, à la Martinique et en Guadeloupe, S F apporte un éclairage tout à fait déterminant pour la compréhension de l'évolution des deux sociétés : l'impact différent, par exemple, de la présence prolongée, en Martinique des frères Ploërmel et des sœurs de Saint-Joseph de Cluny, ou la prégnance, à la Martinique de certaines inégalités sociales et ethniques qui restent tabous.

Le complément du texte de SF, par HP, montre bien que sans qu'il soit nécessaire de diminuer l'importance du Schoelchérisme, et donc de casser des statuts de Schoelcher, une évolution de la situation à la Martinique, passe, sans doute, par une réhabilitation de certains oubliés de l'histoire, tout en essayant d'atténuer certains clivages de notre société, ne serait-ce que par la plantation d'arbre par des acteurs du présent dans des lieux symboliques.

Quant au défi lancé par HP, je verse au dossier la petite contribution ci-dessus qui parle du 1er député noir de la Martinique, le suppléant de Cyrille Bisette en 1848, Victor Mazuline.

C'est un petit texte que j'ai écrit à l'occasion du décès de mon ami Jean Maran, ancien député de la Martinique.

Jean MARAN : une grande figure de la vie politique, sociale et éducative de la Martinique

Notre compagnon, de l'Ordre National du Mérite, Jean MARAN, s'est offert l'élégance de décéder, à son anniversaire, après un siècle et un an d'existence.

Lui, qui, pour ses activités professionnelles d'enseignant, et par inclination d'homme de culture, était un féru d'histoire, le voici entré dans l'histoire.

L'homme est d'abord un républicain et un patriote combattant qui connaîtra 4 régimes politiques nationaux et au moins 3 guerres.

Né en 1920, au début du 20ème siècle, Jean Maran, très attaché à la République Française, aura connu 3 Républiques françaises, la 3ème jusqu'en 1940, la 4ème jusqu'à 1958 ; et la 5ème jusqu'à sa mort.

Jean Maran aura connu aussi, « la parenthèse » du Régime de Vichy qui marqua fortement la Martinique avec la période dite de l'Amiral Robert. Celui qui le 14 septembre 1939, sera nommé, à Fort de France, Haut-Commissaire de la République aux Antilles, à Saint-Pierre-et-Miquelon et en Guyane. Celui qui, Après l'armistice de 1940, se rallie au Régime de Vichy et appliquera, à la Martinique, la célèbre devise du Régime : « Travail, famille, patrie ».

Un Républicain attaché à la citoyenneté française

L'attachement de Jean Maran à la citoyenneté française et à la République, aurait pu lui avoir été inspiré par le Député Martiniquais, inconnu chez nous, Victor MAZULINE ? Mais, je ne sais s'il le connaissait. Rappelons que Victor MAZULINE est né esclave, le 21 juillet 1789 à Fort-de-France, qui s'appelait Port-Royal à l'époque. Il est acheté par le juge Claude MOTTET, qui l'emmène avec lui à Paris, où il vécut dans le 6ème arrondissement.

Marié à une Française, femme de ménage, il acquiert une certaine aisance, et se lance dans le militantisme anti-esclavagiste. C'est ainsi qu'il devient le suppléant de Cyrille Bisette, avec qui il milite, lors de

l'élection législative du 9 août 1848, pour la députation de la Martinique. Mais l'élection de BISSETTE à l'Assemblée Constituante, a été annulée, sous recours de son adversaire, et concurrent depuis 1835, Victor SCHOELCHER. C'est donc le suppléant de Bisette, Victor MAZULINE qui va siéger comme député de la Martinique en 1848. Victor MAZULINE est décédé à Paris le 28 janvier 1854. Mazuline aurait dit, en effet : La République : « vivons et mourons pour elle »

Parmi les personnages oubliés à la Martinique, Mais qui auraient pu être inspirants, et que Jean Maran a probablement connu, on peut citer Henry LEMERY, né le 9 décembre 1874 à Saint-Pierre et mort le 26 avril 1972 à Paris

Ce Martiniquais a été parlementaire entre 1914 et 1940, Et c'est le premier Martiniquais à devenir membre d'un gouvernement en France ; c'est aussi le dernier jusqu'ici. Il a été un éphémère Garde des Sceaux en 1934, puis il sera Ministre-secrétaire d'État aux Colonies de juillet à septembre 1940, au début du régime de Vichy. Peut-être doit-il sa totale absence de notoriété à la Martinique à cette dernière fonction.

Jean Maran, comme Mazuline et Lémery a été aussi parlementaire de la Martinique ; il l'a été de 1986 à 1988, en compagnie d'Aimée Césaire, de Maurice Louis-Joseph Dogué et de Michel Renard. Après des débuts de carrière politique à Gauche, Jean Maran va devenir une des Grandes figures de la droite Martiniquaise, en compagnie des François Duval, Emile Maurice, Camille Petit, Edmond Valcin, Michel Renard, Victor Sablé, Pierre Petit, Alfred Almont, André Lesueur, Anicet Turinay

Un patriote combattant

Le patriote Jean Maran était aussi un combattant reconnu ; et certains



se souviennent de son intervention lorsque, à 98 ans, il devint, au cours d'une cérémonie organisée, chez lui, le premier Martiniquais à recevoir la médaille d'or, attribuée par l'Union fédérale nationale des anciens combattants.

Un départementaliste convaincu Mais l'itinéraire politique de Jean Maran est surtout marqué par ses combats pour le maintien de la Martinique dans la France. Très attaché au statut départemental, et à l'article 73 de la Constitution, il aura connu, cependant, pas moins de 4 statuts politiques de son île natale.

Il est né sous le régime de la colonisation, il connaîtra le régime de Vichy, avant d'être un fervent du régime de la Départementalisation. Il participera au régime de décentralisation avec la Régionalisation. Il sera d'ailleurs Président d'une des institutions illustrant la décentralisation : l'Établissement public de coopération intercommunal du Sud de la Martinique (EPCI), le SIVOM-Sud. Le statut de Régionalisation a évolué vers celui de Collectivité territoriale de Martinique. Mais au moment où il disparaît, ses partisans de la droite locale ont été éliminés de cette collectivité. Mais il aura peut-être gagné son combat puisse que tous les partis au pouvoir à la Martinique semblent s'être convertis au maintien de la Martinique dans la France et dans l'Europe.

C'est une des contributions que l'histoire reconnaîtra certainement à Jean Maran.

José NOSEL

**José Nosel est
Administrateur territorial
et Ancien enseignant
universitaire d'histoire
économique**

Lycée Schoelcher

Lycée «Bissette» ?

Lycée «Aimé Césaire» ?

Lycée «Georges Gratiant»?

Lycée «Armand Nicolas» ?

Lycée «Léopold Bissol» ?

Lycée «René Ménil»?

Lycée «Nardal»

Lycée «du 22 Mé» ?

Lycée « de Martinique»

etc, etc.

Bien sûr, le maire de la Ville de Fort-de-France ou le président de la CTM (et eux seuls...) a/ont, théoriquement, une pléthore de choix...Et, si la semaine dernière je me suis permis d'en parler, c'est surtout pour souligner certaines inconséquences «logiques» concernant le sieur Bissette, dont beaucoup se méfie, malgré les reconnaissances de certains tels que Guy Cabort-Masson, le précédent maire de la Ville de...Schoelcher, Sylvère Faraudière, Stella Pame et tel avocat (sauf erreur) député-adjoint sur une liste de gauche...

Signalons que **Dalila Daniel** aurait proposé le nom d'Armand Nicolas et je ne peux terminer ce court texte sans rappeler le rôle joué par **Georges Gratiant**, qui durant la dure période de l'Amiral Robert, en pleine guerre, recevait dans ses locaux d'intendant au...Lycée Schoelcher, la fine fleur de sa génération, dont Aimé Césaire et les leaders d'alors des communistes.

Enfin, on ne peut conclure ce court texte sans dire que **aucun** de ces précédents et prestigieux aînés n'a jugé nécessaire de changer le nom de ce cher lycée...(HP)



BON A SAVOIR

Un « Homo sapiens » éthiopien vieux de 233 000 ans

Le crâne Omo 1, découvert en 1967, a bénéficié d'une nouvelle datation qui le vieillit de plus de 30 000 ans. Et le rapproche temporellement de fossiles marocains encore plus anciens. **Le Monde Science et Médecine** "Reconstruction du crâne humain moderne Omo 1 (« Homo sapiens »), découvert en 1967 par une équipe dirigée par Richard Leakey, en Ethiopie.">

Reconstruction du crâne humain moderne Omo 1 (« Homo sapiens »), découvert en 1967 par une équipe dirigée par Richard Leakey, en Ethiopie. NATURAL HISTORY MUSEUM LONDON/SPL

L'homme de Kibish, ou Omo 1, est un fossile découvert en 1967 dans la vallée de l'Omo, dans le sud de l'Ethiopie, par une équipe dirigée par le paléontologue kényan Richard Leakey, décédé le 2 janvier. Omo 1, qui présente l'essentiel des caractéristiques anatomiques de notre espèce, Homo sapiens, avait initialement été daté de 130 000 ans. En 1995, l'analyse de sédiments l'entourant avait donné une date proche de 200 000 ans. Une étude publiée dans la revue Nature, le 13 janvier, le vieillit encore : ce sont cette fois des minéraux d'origine volcanique présents dans les couches recouvrant les fossiles qui suggèrent un âge minimal de 233 000 ans, avec une fourchette de plus ou moins 22 000 ans. Céline Vidal (université de Cambridge) et ses collègues ont établi que ces roches avaient pour origine le Shala, un volcan situé près de 400 kilomètres au nord-est de l'Omo. Ce vieillissement du fossile le rapproche temporellement de ceux de Djebel Irhoud, au Maroc, datés de 315 000 ans, parfois présentés comme les représentants les plus anciens connus de notre espèce, mais présentant quelques caractéristiques plus archaïques que celles d'Omo 1.

(SOURCE jni LE MONDE°



la Galleria
ma ville à moi!

*125 commerces et services
à votre disposition.*

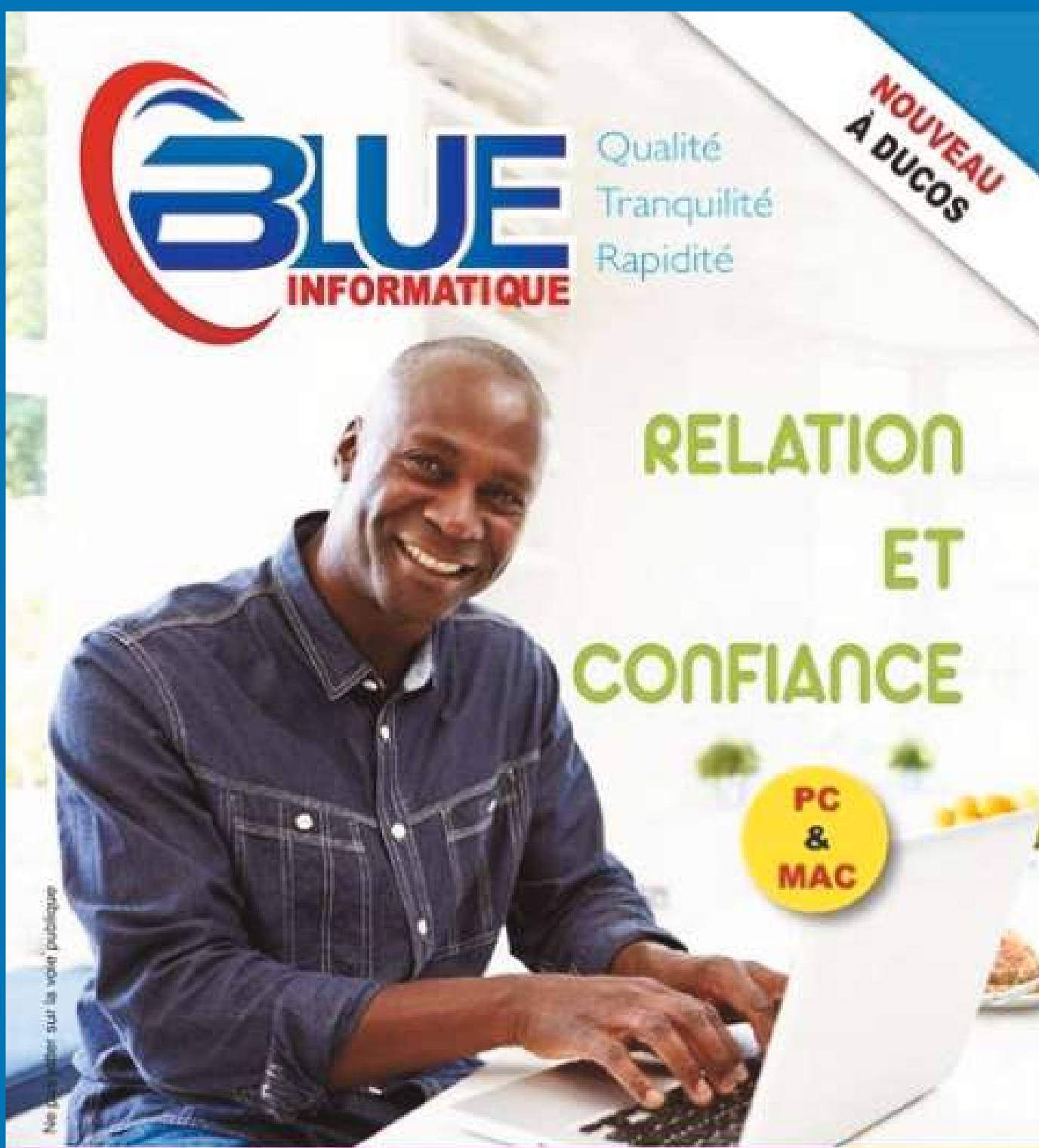
2000 places de parking.

Ouvert du :
Lundi au Jeudi de 9 heures à 20h30
les Vendredis et Samedis de 9 heures à 21h



Qualité
Tranquilité
Rapidité

**NOUVEAU
À DUCOS**



**RELATION
ET
CONFIANCE**

**PC
&
MAC**

Mis en ligne sur le web public

RÉPARATION **RÉCUPÉRATION DE DONNÉES** **VENTE DE PC**

Espace 92. N°B32 (Au dessus de Hio-Hio-Hen Automobiles)
Centre commercial Ducos a coté de Simply Market

0596 48 11 73 **Port.: 0696 28 28 28**



■■■ **Actualités- Antila 2002-15/01/2022 au 29/01/2022**

L'îlot Vins
L'Art du Vin



VINS - CHAMPAGNES - SPIRITUEUX - EPICERIE FINE

3 Caves L'îlot Vins :

Ccial Carrefour Cluny : 0596 60 29 43

ZI Jambette : 0596 50 32 29

Im. La Frégate, Manhity au Lamentin : 0596 51 58 81

info@lilotvins.com - www.ilot-vins.fr